

Combattre pour défendre les services publics !

Le résultat des élections du 7 juillet a redonné un bref espoir aux usager-es comme aux agent-es des services publics. Pourtant l'extrême droite reste très solidement enracinée avec 10 millions de voix. Emmanuel Macron a fait le choix de ne tirer aucun enseignement de ce scrutin, qu'il a pourtant perdu ! Ce déni ne fait qu'augmenter la crise démocratique et la colère. Comble du cynisme, le Président de la République nomme un premier ministre aux mains du RN !

Les suppressions d'emplois dans la Fonction publique, leur précarisation (recours de plus en plus fréquent aux contractuel.les), le management autoritaire, l'éviction des instances de dialogue social ainsi que le sous-investissement ont abîmé la qualité des services rendus. Les aides aux entreprises privées, en revanche s'élèvent à 200 milliards d'euros.

Face à ces aides versées, sans aucun contrôle, 700 millions d'économies sont demandés au service public d'Education, en cette rentrée 2024 !

L'école privée, quant à elle, n'aura pas à appliquer la réforme dite du « choc des savoirs ». Elle continuera à sélectionner ses élèves et à ne pas appliquer.

Les agent-es de la Protection judiciaire de la jeunesse sont en lutte contre le licenciement de 500 contractuel.les faute de budget suffisant. La jeunesse la plus précaire est abandonnée et les décisions des juges des enfants ne peuvent pas être appliquées en France en raison du manque d'éducateurs et d'éducatrices.

Le premier degré a été en grève le 10 septembre contre la politique éducative du « Choc des savoirs » avec notamment la généralisation des évaluations nationales qui ne régleront en rien les conditions d'apprentissage des élèves ni les conditions de travail des personnels.

Il est urgent d'abroger la réforme des retraites, de donner des moyens pour les services publics, d'augmenter des salaires et les pensions et, dans l'immédiat dans la Fonction publique et d'augmenter de 10% de la valeur du point d'indice, d'abroger les mesures « Choc des savoirs » dans l'Education. La FSU exige un plan d'investissement de 50 milliards.

Une rentrée combative pour une année à l'offensive !

Emmanuelle Jollet et Thomas Baniol



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

**BULLETIN
DE LA FSU 75
SEPT 24**



Sommaire

page 1 **EDITO**

page 2 **PROTECTION JUDICIAIRE
DE LA JEUNESSE**

page 3 **LA TERRITORIALE A PARIS**

page 4 **APPEL A CANDIDATURE**

page 5 **APPEL A CANDIDATURE**

page 6 **RETRAITE-ES**

page 7 **CONTRE LE CHOC DES SAVOIRS**

page 8 **CONTRE LE CHOC DES SAVOIRS**

**Pour les salaires, les services publics, l'abrogation de la loi retraites
Le 1er octobre toutes et tous en grève
départ de la manifestation 14h - Denfert Rochereau**



PAS DE TRÊVE OLYMPIQUE POUR LA CASSE SOCIALE À LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

La protection judiciaire de la jeunesse est une administration peu connue du grand public. Elle a pour mission de service public de mettre en œuvre les mesures judiciaires ordonnées par les juges des enfants au civil et au pénal pour protéger et accompagner les enfants dans leur éducation.

Ces 137500 adolescent.es pris.es en charge par les professionnel.les de la PJJ, sont les stars des médias, le fond de commerce des ministres de l'intérieur et d'une partie de la classe politique, aux moindres faits divers. Ainsi, depuis des décennies les gouvernements successifs appellent à plus de sévérité envers les jeunes mis en cause pour des délits. Le gouvernement Macron, lui, a été plus loin que les autres en mettant en place un code de justice pénale pour mineur. Il n'en demeure pas moins que ces adolescent.es ont avant tout besoin d'être accompagné.es par des professionnel.les de l'éducation et du social, afin de prendre toute la place qui leur est due dans notre société.

La PJJ se compose d'éducatrices.eurs, psychologues, d'assistant.es de service social, de professeur.es techniques, de cadres, de secrétaires, d'adjoint.es administratif.ves, et d'adjoint.es techniques. Ses moyens sont plus que réduits en dépit des besoins.

Ainsi, la DIR IDF/OM (Île-de France / outremer) est composée de 2099 professionnel.les dont 530 contractuel.les, sur 9232 pour l'ensemble de la PJJ. Ainsi, la décision de la direction de la PJJ d'exiger le non-renouvellement de 144 postes de contractuels en IDF/OM est un choc. Ces 144 postes s'ajoutaient aux 129 contrats non-renouvelés ou différés, ainsi que décidé dans le cadre du plan d'économie budgétaire de février 2024. La DIR PJJ IDF/OM a finalement refusé de rendre ces 144 postes. L'administration centrale a malgré tout bloqué 30 contrats qui n'étaient pas encore signés.

En cette rentrée 2024, il manque donc 159 professionnel.les à la DIRPJJ/IDF, dont 19 professionnel.les à Paris.

Dans la capitale, il résulte de cette casse sociale que 330 jeunes n'auront pas d'éducateur à la rentrée. Les conséquences sont dramatiques pour ces adolescent.es dont les familles sont souvent démunies pour les accompagner dans leur projet d'insertion sociale, professionnelle et leurs soins. Plus particulièrement s'iels sont déscolarisé.es. Au final, ce sont ces adolescent.es qui vont subir les conséquences de ces coupes budgétaires.

Pour dire non à la casse sociale et au naufrage de la PJJ, les professionnel.les parisien.nes se sont mobilisé.e.s, (plus de 25% de grévistes le 14 et 29 août). Malgré cela, nous ne sommes toujours pas entendu.es. Nous allons donc poursuivre notre mouvement social et amplifier la contestation par de nouvelles journées d'action et de grève régionales et nationales.



LE SUPAP-FSU À L'OFFENSIVE !

A la Ville de Paris (45 000 fonctionnaires), à effectifs constants avec des missions qui se multiplient, les conditions de travail se dégradent et s'accompagnent de violences managériales.

L'augmentation des rémunérations ne compense par l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat n'est pas compensée en matière d'action sociale (les demandes d'aides financières de collègues explosent). La Ville continue à abuser de la précarité (plus de 15 000 vacataires dont environ 10 000 sur emploi permanent).

En dépit des propositions régulières du SUPAP-FSU, la construction de mobilisations en intersyndicale à l'échelle de la Ville (notamment pour une prime JOP) n'a pas été possible.

Au 1er semestre 2024, à l'approche des JOP ce sont plusieurs mobilisations sectorielles qui ont lieu.

Les personnels de la Petite Enfance demandent une prime équivalente à la prime Ségur. Les grèves initiées par une intersyndicale large permettent de gagner 150 euros nets par mois.

La répétition de plusieurs semaines de grève avec AGs et rassemblements intersyndicaux impacte le périscolaire. Les personnels réclament la contractualisation des milliers de vacataires, des effectifs conséquents d'animateurs-trices titulaires pour le remplacement, l'augmentation des rémunérations et des perspectives d'évolution de carrière, l'accès des personnels aux formations diplômantes. Des avancées sont obtenues notamment des centaines de titularisations, des accès étendus à la catégorie B et A, mais le compte est loin d'y être.

Au début de l'été ce sont les téléconseille.res du service 39 75 (à plus de 80 % des femmes) qui se mettent en grève (105 appels en souffrance chaque heure, 39 secondes entre deux appels). Les agent.es demandent des créations de postes et la réduction de du temps de travail (remise en cause par la Ville à l'occasion de la loi de 2021).

Pour cet automne le SUPAP-FSU propose aux syndicats de la Ville de faire front commun autour d'une plateforme de quelques revendications (régime indemnitaire, temps de travail, action sociale,...) à commencer par une AG des personnels le 17 septembre où chaque OS est invitée à prendre la parole.





APPEL À CANDIDATURE CDFD

Le 11^{ème} congrès national de notre fédération aura lieu du 3 au 7 février 2025, au couvent des Jacobins de Rennes. Il sera précédé par le vote des adhérent.es du jeudi 7 au jeudi 28 novembre 2024, et par le congrès départemental qui se déroulera les 9 et 10 janvier 2025 au lycée Carnot (XVII^{ème}).

UNITÉ ET ACTION POUR UNE FSU PLUS FORTE ET PLUS COMBATIVE !

Notre pays traverse une période troublée. À la crise sociale, écologique, économique, et politique s'ajoute une attaque contre nos services publics et nos conditions de travail. L'envoi des lettres plafond aux ministères par le Premier ministre démissionnaire est la dernière manifestation de cette politique d'austérité qui ignore les besoins de la population et des agents publics. En se contentant de reconduire des budgets insuffisants, elle ignore le cri de détresse des élections législatives : **nécessité de revaloriser les salaires et les pensions, de renforcer les services publics et d'abroger la réforme des retraites.**

Nous, militant.e-s d'Unité et Action, croyons qu'un syndicalisme fort et combatif est nécessaire pour contrer les réformes régressives et défendre les intérêts des agent.e-s. Nous ne nous contenterons pas de défendre les acquis existants et lutterons pour de nouvelles avancées sociales et professionnelles : services publics renforcés, conditions de travail dignes et carrières valorisantes.

Nous devons nous unir pour construire une mobilisation large, capable de porter nos revendications de manière efficace. Nous croyons que **la FSU doit jouer un rôle central dans cette construction en favorisant l'unité des salarié.e-s** et en renforçant les alliances avec d'autres organisations syndicales telles que la CGT et Solidaires.

Rejoignez la liste Unité et Action pour construire un syndicalisme fort, capable de combattre les politiques régressives, de promouvoir la justice sociale, environnementale et climatique, et de garantir la qualité et l'accessibilité des services publics.

Pour toute information complémentaire, écrire à
Thomas Baniol - Emmanuelle Jollet
fsu75@fsu.fr

ÉCOLE ÉMANCIPÉE ET SYNDIQUÉ·ES HORS TENDANCE IL EST MINUIT MOINS UNE

La préparation du congrès fédéral se tient dans une situation exceptionnelle.

Le refus d'E. Macron de nommer la première Ministre du NFP approfondit une crise démocratique qui peut profiter à l'extrême-droite, antisociale, écocide et raciste. C'est un terrible danger.

Un nouveau Front populaire reprenant des revendications portées par le syndicalisme et le mouvement social ouvre la possibilité de renverser le rapport de force actuel.

La mobilisation exceptionnelle contre la réforme des retraites, menée par l'intersyndicale unie, même si elle n'a pas fait plier le pouvoir, a montré la force du salariat et a renforcé le syndicalisme.

Fuite en avant autoritaire et néolibérale

On assiste à un lent glissement vers un régime illibéral. Les dernières réformes toujours plus réactionnaires et néolibérales, au service des plus riches en témoignent. Le « choc des savoirs » amplifie le tri social à l'école, des mesures répressives ciblent la jeunesse populaire, les migrant·es, les privé·es d'emploi...

Le rôle du syndicalisme et de la FSU

Le syndicalisme et le mouvement social peuvent contribuer à renverser la table avec le nouveau Front populaire. Sans délégation, il s'agit d'imposer, par nos mobilisations, des mesures sociales et écologiques de rupture.

Le congrès fédéral doit amplifier l'ambition de transformation sociale de la FSU, par ses pratiques démocratiques et son projet de refondation syndicale avec la CGT et Solidaires, via une nouvelle structure ouverte aux équipes syndicales combattives.

L'École Émancipée veut contribuer à cette dynamique et tracer un chemin de rupture, portant un projet social, féministe, antiraciste et écologiste. Elle appelle les militant.e.s partageant cette orientation, engagé.e.s ou hors tendance, à la rejoindre.

Contact : denspares@gmail.com

ÉMANCIPATION : POUR UNE FSU QUI GAGNE

Avec la dissolution de l'Assemblée, Macron a ouvert la voie du pouvoir au RN, après lui avoir préparé le terrain. Tout en continuant à mener une politique au service du capitalisme, le RN réaliserait un recul considérable dans la restriction des libertés et le racisme. Le déni de démocratie dont fait preuve Macron en ignorant le résultat des élections montre que c'est surtout par les luttes que nous pourrions nous battre contre l'extrême droite et tous ceux qui lui pavent la voie. Sur les lieux de travail et d'étude, par des comités de base pérennes contre le RN et pour contrôler la satisfaction des revendications nécessaires aux salariés et à l'ensemble de la population. Quel que soit le gouvernement, la FSU doit donc garder son indépendance : mobiliser sur les revendications, refuser tout "dialogue social" sur les contre-réformes.

Emancipation propose une orientation résolument anticapitaliste et antifasciste :

- défendre une école publique égalitaire et laïque et donc le retrait de toutes les contre-réformes du

pouvoir, à commencer par le "choc des savoirs".

- porter des revendications unifiantes : unification par le haut des conditions de travail / des statuts, titularisation de tous les non-titulaires, augmentation uniforme des salaires et leur indexation sur l'inflation, et donc l'abrogation de tous les dispositifs de casse des solidarités collectives et des statuts, comme la loi Guérini sur la Fonction publique, ni amendable ni négociable.

- pour cela, s'appuyer sur la diversité des moyens d'action pour construire le rapport de forces, en gardant la centralité de la grève. Sur les retraites les directions syndicales ont refusé de sortir des "journées d'actions", et de tels échecs font le jeu du RN.

- renforcer les pratiques de solidarité internationaliste, soutenir le droit à l'auto-détermination des peuples.

Pour y concourir, rejoignez la liste Emancipation !

Pour tout contact : mat.pradel@gmail.com ou stefwhite1175@gmail.com

LES RETRAITÉ-ES SE MOBILISENT

Les électeurs se sont clairement prononcés le 7 juillet pour une rupture avec la politique libérale conduite par Emmanuel Macron pendant 7 ans mais ce dernier a décidé de nommer Premier ministre une personnalité non issue du Nouveau Front Populaire, alors que la gauche unie était arrivée en tête du scrutin après avoir clairement affiché un programme économique et social de rupture totale avec le macronisme.

Il s'agit là d'un coup de force anti-démocratique. Et il faudra la mobilisation du plus grand nombre pour que se réalise une alternative de progrès et de justice sociale, ce qui suppose notamment une réforme en profondeur de notre système fiscal afin que les très riches participent davantage à l'effort collectif.

Revalorisation des salaires, abrogation de la réforme des retraites de 2023, reconquête d'une protection sociale de haut niveau, relance de tous les services publics... : des mesures concrètes s'imposent de toute urgence pour rompre avec les politiques néolibérales qui creusent les inégalités et qui font le lit de l'extrême droite.

Le budget 2025 a été préparé par l'ancienne équipe du gouvernement démissionnaire de Gabriel Attal. Bruno Le Maire annonçait dès janvier dernier 20 Mds € d'économies à réaliser en 2025.

Les mobilisations des retraité.es ont contraint l'ancien gouvernement à respecter la loi en augmentant les retraites de base de 5,3 % au 1er janvier 2024 mais le compte n'y est pas ! Et l'ex-ministre chargé du budget Thomas Cazenave envisageait déjà une désindexation des prestations sociales et des pensions de retraite par rapport à l'inflation en 2025 !

Le groupe des 9 dont fait partie la FSU n'accepte pas la dégradation continue de la situation des retraité.es et personnes âgées de ce pays. Pouvoir d'achat laminé malgré les engagements pris, services publics dégradés, système de soins et hospitalier publics en grande souffrance, stigmatisation sociale et mépris de la part des institutions politiques. Une action unitaire est d'ores et déjà prévue début octobre sur la santé.

Monique Daune et Robert Jacquin

COLLOQUE



**(RE)DONNER DU SENS
À LA PEINE :
LA PEINE DE PROBATION**



08 octobre 2024

Avec la participation de :

Massil BENBOURICHE
Nelly BERTRAND
Alexandrine BORGEAUD
Charlotte CLOAREC
Sophie DESBRUYÈRES
Sarah DINDO
Anne-Noëlle HEITZ
Elliot LOUAN
Yann MAURIN
Christine MAZE
Christophe PRAT
Sylvain ROUSSILLOUX
Maxime ROUX
Et plus...

inscription sur :
https://docs.google.com/forms/d/1BwJIFE_tT2MeBv5-RsOEOsJKRkulpKDedhPODu3xtjc/viewform?edit_requested=true
snepap@fsu.fr / Tel : 06.43.17.25.05



**Dans les locaux de la FSU-SNUipp
12 rue Cabanis - Paris 14
métro glacière
9h00 à 17h00**



CHOC DES MOYENS VS CHOC DES SAVOIRS SNES-SNUPDEN-SNUIPP

Second degré : il faut mettre fin au « choc des savoirs »

La mesure phare de cette réforme pour le second degré, les groupes de niveaux, requalifiés ensuite de groupes de besoins, a fait l'unanimité contre elle, en s'appuyant sur la recherche scientifique qui montre l'inanité d'une telle mesure. De nombreux collègues et parents d'élèves de collèges parisiens se sont battus l'année scolaire dernière : grèves, manifestations, opérations « collèges déserts », motions au conseil d'administration, votes contre les répartitions proposées par des directions zélées... Certains ont gagné l'absence de groupes de niveaux en mathématiques et en Français. D'autres collèges ont limité la casse avec des groupes mais hétérogènes. Certains collègues n'ont même pas eu à lutter car des directions ont pris la responsabilité de ne pas les mettre en place. Mais il y a aussi des établissements qui ont vu disparaître des options pour que la réforme soit appliquée à la lettre. On est donc loin d'une application uniforme dans tous les collèges en cette rentrée dans notre académie. Il faut rappeler que l'enseignement privé, pourtant financé à 76% par l'argent public, a tôt décrété qu'il ne les mettrait pas en place. Pour les établissements qui subissent la réforme, l'impact est grand sur les emplois du temps. Et à terme, quelle sera la conséquence de ce tri sélectif sur les élèves ? L'ampleur de la mobilisation, la quasi-unanimité des avis des organisations syndicales lors des instances, la mise en place inégale d'un collège à l'autre : tout doit pousser à retirer cette réforme néfaste.



De nouvelles attaques contre l'égalité des chances

A grand renfort d'annonces dans les médias, Gabriel Attal a voulu instituer le tri et la ségrégation des élèves de collège. A défaut de pouvoir rétablir les classes de niveau en complète contradiction avec l'esprit du collège unique, il a proposé des groupes de niveau en 6e et 5e, nous assurant - sur quelle base scientifique ? - qu'en regroupant les élèves les plus fragiles sur un même horaire et un même programme, ceux-ci rattraperaient les plus forts.

Cette nouvelle attaque contre l'égalité des chances s'ajoute à une inégalité forte de moyens. Les objectifs annoncés peuvent passer pour nobles : agir contre les inégalités scolaires et mieux accompagner chaque élève. Les objectifs implicites le sont beaucoup moins : donner plus encore à ceux qui ont déjà beaucoup, renforcer l'entre-soi des plus favorisés.

La mobilisation contre cette injustice, à laquelle la FSU a largement contribué, a été forte. Le ministre a du mal à entendre - de même que celle qui lui a succédé - que la réussite de tous ne viendra pas dans ces mesures. Avec Nicole Belloubet, les groupes de niveaux sont devenus "groupes de besoins".

Si le terme besoin est audible, la mise en œuvre pour rendre possibles les changements de groupes au fil du temps ne peut que détériorer les conditions de travail des enseignants, les obligeant à terme, en français et en mathématiques, à ne plus pouvoir être professeurs principaux, entre autres.

Embarrassée, mais ne voulant pas se dédire, la ministre a proposé l'arrêté du 15 mars 2024, modifiant celui du 19 mai 2015, particulièrement flou qui permet, en s'appuyant sur le code de l'Education composé de décrets (supérieurs dans la hiérarchie des normes) de faire à peu près ce que l'on veut, selon le jugement du chef d'établissement.

Ce qui est certain, c'est que l'organisation pédagogique reste de la compétence du CA sur proposition de l'équipe pédagogique.



C'est pourquoi le SNUPDEN-FSU a appelé ses adhérents à ne pas mettre en place les groupes de besoin tels que souhaités par la ministre. Même si cette possibilité est une victoire pour notre mobilisation, les solutions, mises en œuvre dans différents établissements, trop disparates, constituent là encore une rupture d'égalité pour les élèves.

Faire à nouveau front pour l'École

C'est inédit ! La rentrée 2024 s'est faite sans ministre... Mais comme chacun-e a pu le constater, les enseignant-es n'ont eu besoin d'aucune consigne ministérielle pour accueillir leurs élèves et les faire entrer dans les apprentissages. Ce dont les enseignant-es et leurs élèves ont besoin, c'est d'une Institution qui soit en mesure d'affecter les personnels dans les écoles, d'attribuer les jours de temps partiel, de régler les opérations administratives de promotion et de versement des salaires et primes... Dans l'Académie de Paris, on est encore loin d'un fonctionnement optimal dans les services du rectorat !

Ce dont l'École a désespérément besoin, c'est aussi d'une politique éducative en mesure de répondre aux urgences : revalorisation des salaires, augmentation des recrutements de titulaires, mesures pour enrayer la crise d'attractivité du métier, baisse des effectifs dans les classes, moyens pour l'inclusion, statut de fonctionnaire pour les AESH...

Clairement exprimées par les mobilisations des personnels ces derniers mois, affirmées dans les urnes en juillet dernier, ces revendications sont pourtant encore ignorées !

Les discours médiatiques et politiques, laissent à penser que les exigences de nos métiers (hétérogénéité des élèves, difficultés des familles, inégalités sociales, ambitions des programmes scolaires) sont la cause de nos difficultés. Pourtant c'est bien l'absence de réponse institutionnelle pertinente face à nos problématiques quotidiennes qui plongent nos métiers dans une lassitude persistante et une colère grandissante. Pilotage par l'évaluation, injonctions pédagogiques incessantes, manque de soutien hiérarchique, demandes institutionnelles chronophages et inutiles, formation continue imposée, effectifs de classe trop chargés, pénurie de remplaçant-es, de RASED ou encore d'AESH... Ni ces constats, ni les nouvelles lubies gouvernementales du choc des savoirs ne résoudront les difficultés de l'école publique.

Pour la FSU-SNUipp, il faut pointer les défaillances institutionnelles et la responsabilité des politiques éducatives dans le malaise de l'École. Ce sont le Ministère et le Rectorat, leurs demandes idéologiques, leurs erreurs et leur incompétence qui rendent l'exercice de nos métiers de plus en plus difficile.

La FSU-SNUipp porte une autre ambition pour l'École ! Exigeons un vrai choc des moyens et refusons le choc des savoirs !

